



Des responsables turcs veulent créer un prétexte pour une guerre contre la Syrie

Par [Alex Lantier](#)

Mondialisation.ca, 03 avril 2014

[WSWS.org](#)

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [SYRIE](#)

De hauts responsables turcs ont été enregistrés au moment où ils planifiaient une attaque contre leurs propres forces armées afin de créer un prétexte pour attaquer la Syrie. Cela expose de manière dévastatrice la criminalité de la guerre en sous-main menée par les États-Unis contre la Syrie.

C'est le contenu de l'enregistrement audio, mis en ligne sur YouTube, d'une rencontre entre de hauts diplomates et responsables des renseignements turcs, incluant le ministre des Affaires étrangères, Ahmet Davutoglu, et le chef de l'Organisation du renseignement national (en turc, MIT) de la Turquie, Hakan Fidan. À un moment dans la rencontre, ces responsables discutent de la possibilité d'organiser une attaque de l'intérieur de la Syrie vers la frontière turco-syrienne ou contre le tombeau de Suleiman Shah. En vertu du traité d'Ankara de 1921 entre la Turquie et la France, qui constituait alors le pouvoir colonial en Syrie, ce tombeau est un symbole de la souveraineté du territoire turc en Syrie, gardé par l'armée turque.

Davutoglu dit: «Le premier ministre a dit que dans la conjoncture actuelle, cette attaque [contre le tombeau de Suleiman Shah] doit être vue comme une opportunité pour nous.»

Fidan répond: «J'enverrai quatre hommes de la Syrie, si c'est ça qu'il faut. Je bâtirai une raison pour la guerre en ordonnant une frappe de missiles contre la Turquie. Nous pouvons aussi préparer une attaque contre le tombeau de Suleiman Shah si nécessaire.»

Les responsables turcs ont riposté à la divulgation de cet enregistrement en tentant de le supprimer, interdisant l'accès à YouTube à l'intérieur de la Turquie. Cependant, ils n'ont pas contesté l'authenticité de l'enregistrement. Plutôt, lors un discours à Diyarbakir, le premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, a dénoncé la divulgation de rencontres sur la sécurité nationale comme étant «immorale».

Le ministre des Affaires étrangères turc a dit que l'enregistrement était «partiellement manipulé» et l'a décrit comme une «attaque pitoyable» contre la sécurité nationale turque.

Cette divulgation représente une condamnation sans appel de la guerre contre la Syrie menée par Washington et les puissances européennes. Dans le cadre d'une guerre en sous-main pour changer le régime à Damas, les puissances occidentales ont armé des milices islamistes liées à Al-Qaïda. Cela a dévasté la Syrie et créé un terrain fertile pour le genre de provocations exposées dans la divulgation.

La divulgation fournit la preuve d'une conspiration pour attaquer un État qui n'a pas attaqué la Turquie—impliquant ainsi la Turquie, un membre de l'OTAN, dans des crimes contre la paix, une violation de la loi internationale pour laquelle des responsables nazis ont été pendus à Nuremberg après la Deuxième Guerre mondiale.

En cela, la conduite du régime d'Erdogan n'est pas fondamentalement différente de celle des membres les plus importants de l'OTAN. Une décennie après que Washington ait lancé la guerre contre l'Irak de 2003 basée sur des mensonges à propos d'armes de destruction massive, il a tenté de lancer une guerre contre la Syrie basée sur de fausses allégations que le régime syrien avait utilisé des armes chimiques. Les puissances de l'OTAN ont presque attaqué la Syrie sur ce prétexte en septembre dernier, même si des accusations similaires en mai avaient échoué lorsque des responsables de l'ONU avaient déclaré que les gaz chimiques avaient été utilisés par l'opposition appuyée par les États-Unis.

Le parti islamiste d'Erdogan, le Parti pour la justice et le développement (AKP), se tourne vers des provocations militaires à un moment où il cherche à rallier un appui interne en lançant une guerre, alors qu'il fait face à des manifestations régulières contre la répression des manifestations du parc Gezi de l'année dernière.

Les tensions entre l'AKP et d'autres sections de la classe dirigeante, incluant l'armée et le mouvement islamiste Gülen, lié à la CIA, s'intensifient. Certains rapports suggèrent que la divulgation pourrait venir d'opérations d'espionnage dans l'État turc menées par le mouvement Gülen ou ses alliés.

La politique étrangère d'Erdogan est devenue de plus en plus agressive et incohérente. Après le début de la révolution égyptienne, il a abandonné sa politique de «pas de chicane avec les voisins» et a positionné l'AKP comme un modèle pour un Moyen-Orient mené par les islamistes, appuyant la guerre contre la Syrie malgré son impopularité en Turquie. Cette politique s'est effondrée après le coup de juillet dernier, appuyé par les États-Unis, contre le président islamiste Mohammed Mursi en Égypte. En septembre, Obama a décidé de ne pas faire de frappes militaires contre la Syrie.

Les puissances impérialistes occidentales, elles-mêmes, se sont retournées contre l'AKP, émettant des critiques hypocrites d'Erdogan, incluant sur la décision récente de l'armée turque d'abattre un jet de combat syrien. Un responsable européen a dit au Al Monitor que ça faisait partie d'une politique d'appui à des milices d'opposition islamiste en Turquie et a dit que c'était «un geste stupide de la part de la Turquie.»

«La Turquie a ramassé cette stratégie d'aider ces radicaux. Elle ne peut plus reculer maintenant», a-t-il dit au Al Monitor. «Le bombardement [du jet de combat syrien MIG-23] était pour aider ces radicaux.»

Vu que le régime d'Erdogan a «ramassé» la stratégie «stupide» d'armer les forces d'Al-Qaïda via la CIA, cela ne fait que mettre en lumière le caractère criminel de la politique de l'OTAN en Syrie. Les responsables de l'OTAN ont indiqué que leur principale objection aux opérations de la Turquie en vue de lancer une guerre contre la Syrie était que cela nuirait à leur campagne pour appuyer un régime d'extrême-droite qu'ils ont récemment mis au pouvoir en Ukraine ainsi qu'à leur tentative d'isoler la Russie.

Un interlocuteur de l'OTAN a dit à l'Al Monitor: «Lors de la réunion des ministres des Affaires étrangères de l'OTAN la semaine prochaine [le 1er et le 2 avril]... Je présume que les gens

vont directement partager leurs inquiétudes avec le ministre Davutoglu concernant le comportement turc. Ils vont probablement envoyer le message qu'ils ne veulent pas être entraînés dans un borbier syrien pendant que l'Ukraine les tient occupés à ce stade-ci.»

Cependant, personne ne met en garde contre les vastes et dangereuses implications d'une décision turque de lancer une guerre contre la Syrie. Une telle guerre menacerait de se transformer en une conflagration impliquant les alliés turcs de l'OTAN contre les principaux alliés de la Syrie, l'Iran et la Russie, comme ce fut presque le cas en septembre dernier.

Ce que cache ce silence est le fait que, en Turquie comme dans les États impérialistes, la classe dirigeante utilise la guerre comme un outil pour détourner l'attention des tensions sociales et politiques pour lesquelles elle ne voit aucune solution. Cette situation fut démontrée particulièrement clairement par d'autres séquences de la bande audio turque qui a été divulguée.

Le sous-secrétaire du ministère des Affaires étrangères, Feridun Sinirlioglu, s'est plaint: «La sécurité nationale a été politisée... Tous les pourparlers que nous avons eus sur la défense de nos terres, de notre sécurité aux frontières, de notre souveraineté territoriale, tout cela est devenu une simple et banale question de politique intérieure.»

Plus tard, un autre responsable ajoute: «Est-ce qu'au moins un des partis de l'opposition vous appuie dans une question aussi sensible de sécurité nationale? ... Sur quelle question pouvons-nous être unis, si ce n'est sur une question aussi importante que la sécurité nationale? Aucune.»

Dans leur discussion sur une escalade militaire majeure avec des conséquences imprévisibles pour la Turquie et le reste du monde, les responsables eux-mêmes semblent très démoralisés sur la guerre en Syrie, sans trop savoir ce qu'ils tentent d'accomplir. Ils décrivent l'appui militaire aux milices d'opposition islamistes, une stratégie menée par les États-Unis dans laquelle le régime d'Erdogan a joué un rôle majeur, comme une menace mortelle pour leurs intérêts.

Sinirlioglu dit: «Il y a des changements sérieux dans la géopolitique régionale et mondiale... ISIS [une milice d'opposition en Syrie qui est liée avec Al-Qaïda] et toute cette bande, toutes ces organisations qui sont extrêmement vulnérables à la manipulation. Avoir une région composée de ce genre d'organisations va représenter un risque vital à notre sécurité.»

Plus loin, le ministre des Affaires étrangères Davutoglu semble se plaindre que la Turquie n'ait pas orchestré une attaque majeure contre la Syrie plus tôt: «L'année 2012, nous ne l'avons pas fait en 2011. Si seulement nous avions pris des mesures sérieuses avant, même pendant l'été 2012.»

Alex Lantier

La source originale de cet article est wsws.org

Copyright © Alex Lantier, wsws.org, 2014

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca